

tages et les legs, fit un nouveau décret pour poursuivre tous ceux qui avaient servi sous son prédécesseur, et permit aux gouverneurs de faire FUSILLER SANS JUGEMENT TOUT INDIVIDU PRIS LES ARMES A LA MAIN sur les grandes routes. Tous ces décrets de Juarez, passés sous silence par l'opposition en France, ne semblent point émaner d'un gouvernement qui se dit régulier et constitutionnel, mais d'un homme appelé au pouvoir, comme la plupart de ses prédécesseurs, par la force des baïonnettes, n'ayant aucune notion de la légalité, désirant obtenir de l'argent à tout prix, par les moyens les plus odieux comme les plus impopulaires, et voulant surtout se venger des hommes et du pays qui n'avaient point voulu de lui pour président. Juarez nous paraît, au dix-neuvième siècle, le vrai Zapotèque, ennemi de ses conquérants les Mexicains, et leur faisant payer cher la servitude de sa race. Cette interprétation de ses actes inqualifiables est la plus digne et la plus flatteuse pour lui. Sinon, ses vengeances arbitraires ou cruelles et ses décrets de proscription, de mort et de spoliation mériteraient des épithètes flétrissantes que l'histoire lui donnera peut-être un jour.

CANDIDATURE

DE

L'ARCHIDUC MAXIMILIEN

CONVENTION DE LONDRES

1861

Dès les premiers mois qui suivirent l'entrée de Juarez au pouvoir, ce n'est plus la division, l'anarchie qui règnent au Mexique, c'est le chaos. « Pas un jour ne s'écoule, écrivait le 15 mars 1861, M. de Saligny à notre ministre des affaires étrangères, où, à la tombée de la nuit, sur tous les points de la capitale... plusieurs personnes ne soient attaquées par des assassins; et, ce qui fut d'abord remarqué, c'est que ces attaques nocturnes, accomplies plus d'une fois à sept heures du soir, dans la rue la plus commerçante et la plus fréquentée, s'adressaient exclusivement à des étrangers. » Ces faits prirent peu à peu des proportions si graves, que les représentants des nations étrangères durent, dans les termes les plus sévères, presser le gouvernement mexicain d'aviser aux mesures nécessaires pour protéger la vie des habitants de Mexico.

Juarez, pourtant, ne régnait pas sans conteste; l'antique

histoire des généraux insoumis battant la campagne, continuait comme autrefois. Marquez et Mejia, avec des troupes qui leur étaient personnellement fidèles, opéraient chacun de leur côté. A cause de leur ancien drapeau, on appelait ces troupes : réactionnaires ou conservatrices. D'autres généraux conservateurs n'avaient point voulu reconnaître Juarez, et se battaient, disaient-ils, pour la cause de l'ordre. Elles occupèrent Cuernavaca. Marquez battit Doblado et s'empara de S. Luis Potosi. Deux morts notables survinrent à cette époque : celle de Doña Ana Huerta de Iturbide, veuve du libérateur, qui mourut aux États-Unis, et celle de D. Miguel Lerdo de Tejada, auteur de la loi de désamortissement.

Les exploits des conservateurs, les vols et les crimes commis par les bandes armées et les décrets de Juarez rendaient le Mexique inhabitable. Aussi, le 28 avril, M. de Saligny écrivait-il : — « Dans l'état d'anarchie, on pourrait dire de décomposition sociale, où se trouve ce malheureux pays, il est bien difficile de prévoir la tournure que prendront les événements. Une seule chose me paraît démontrée, c'est l'impossibilité de rester dans le *statu quo*. Tout indique que nous touchons à une nouvelle révolution. Dans cette situation, il me paraît absolument nécessaire que nous ayons sur les côtes du Mexique une force matérielle suffisante pour pourvoir, quoi qu'il arrive, à la protection de nos intérêts. » Le 29 juin suivant, M. de Saligny écrit encore au ministre des affaires étrangères : — « Les réquisitions, les emprunts forcés, les confiscations, les exactions de toutes sortes sont à l'ordre du jour. Les étrangers ne sont respectés ni dans leur personne ni dans leurs propriétés. » Enfin, au mois de juillet, Juarez lève le masque et refuse par lui-même et par son ministre M. Guzman, en présence du corps diplomatique, le paiement des fonds volés aux Anglais par Degollado, à Laguna Seca, et quatre-vingt-six mille piastres déposées au mont-de-piété par la convention Penaud sont saisies par Juarez. Ce fut le 17 juillet que le président promulgua la loi pour la suspension du paiement des conventions étrangères,

des hypothèques sur le produit des douanes maritimes, dont les revenus devaient être désormais perçus pour le compte seul du gouvernement mexicain, et l'augmentation de 100 %, sur les droits de *contra-registro*, c'est à dire sur les droits de douanes intérieures.

Ces mesures avaient pour but immédiat de s'approprier environ trois millions de francs, déjà prélevés sur le produit des douanes et destinés au paiement des conventions étrangères. Il ne s'agissait plus ici d'une révolution pendant laquelle les étrangers souffrent plus ou moins d'une situation violente, anormale, passagère, et que le gouvernement national est plus ou moins impuissant à réprimer ; c'était une attaque directe, officielle, réfléchie du gouvernement national contre les étrangers et leurs gouvernements ; c'était une nouvelle rupture de tous les traités conclus et signés librement avec Juarez ou reconnus par lui. Aussi, le président ne se dissimula-t-il pas que ces mesures allaient détruire ses relations diplomatiques avec les puissances européennes. Mais que lui importait cette rupture ? Ancien *peone*, c'est à dire presque un esclave d'un avocat de Oajaca qui l'avait élevé, instruit et lancé dans la magistrature, Juarez n'avait point un passé qui pouvait lui faire redouter les privations auxquelles il était habitué depuis sa naissance. Il n'ignorait pas que les gouvernements sont trop éphémères au Mexique, et que la première occupation d'un président était de se procurer au plus tôt le plus d'argent possible, pour embellir les jours de retraite ou d'exil. Juarez agit comme la presque totalité de ses prédécesseurs, il se prépara des ressources pour l'avenir, sans s'inquiéter de ce que feraient les diplomates européens. Jamais un orage sérieux n'étant venu de ce côté-là, Juarez regardait uniquement du côté de Marquez et de Mejia ; l'histoire de son pays lui donnait raison.

« Sir Charles Wyke et moi, écrivit alors M. de Saligny, nous avons envisagé la situation sous le même point de vue, et nous avons agi dans un complet accord, en rompant nos relations avec le gouvernement mexicain. » Sir Charles

Wyke, représentant de l'Angleterre, s'exprimait à ce sujet de la manière suivante dans son rapport officiel. — « *Il est impossible de tolérer plus longtemps les actes illégaux et outrageants d'un gouvernement qui n'a de respect ni pour lui-même ni pour les engagements les plus solennels. C'est seulement en adoptant des mesures coercitives que nous pourrions le forcer à abandonner un système de violences et de spoliations qui est aussi préjudiciable à lui-même qu'à ceux des étrangers, assez malheureux pour avoir apporté leur capital et leur industrie dans un pays aussi mal gouverné. Après la publication du décret — du 17 juillet, — les négociants anglais résidant ici m'ont adressé une lettre pour me prier d'intervenir en leur faveur contre l'augmentation des droits imposés sur tous les articles étrangers de consommation.*

« *Aussi, tant que la déshonnête et incapable administration actuelle restera au pouvoir, les choses iront de mal en pis ; mais pour un gouvernement composé d'hommes respectables, si toutefois l'on peut en trouver un, les engagements seraient faciles à remplir, tant sont grandes les ressources du pays. On pourrait tripler non seulement l'exportation des métaux précieux, mais aussi celles des produits, en échange desquels le pays reçoit des articles de manufacture anglaise. Le Mexique fournit les deux tiers de l'argent actuellement en circulation, et l'on pourrait en faire l'une des contrées les plus riches et les plus prospères du globe. Il est ainsi de l'intérêt de la Grande Bretagne de mettre fin, au moyen de la force, si c'est nécessaire, au présent état d'anarchie et d'insister auprès du gouvernement pour qu'il paie ce qui appartient aux Anglais. Le parti modéré, qui est maintenant écrasé entre les deux factions opposées dans l'État, relèverait alors la tête, et encouragé par l'adoption des mesures dont j'ai fait observer la nécessité dans ma dernière correspondance, établirait probablement de lui-même un gouvernement fort et régulier.* »

Je ne sais jusqu'à quel point on peut excuser de manque de loyauté, les hommes de l'opposition qui ont passé cette

dépêche sous silence, mais ce qui est évident c'est qu'elle a décidé le gouvernement anglais à intervenir par la force dans les affaires mexicaines, pour obtenir les résultats entrevus dans la dépêche de sir Wyke et qui a décidé la convention de Londres. Pour en finir avec les protestations de la diplomatie européenne, je dois dire que M. de Saligny, approuvé par son gouvernement, posait, au mois de septembre, son ultimatum dans lequel il demandait le retrait de la loi du 17 juillet, et l'établissement dans les ports de Vera-Cruz et de Tampico de commissaires désignés par les représentants étrangers pour assurer la remise entre les mains des puissances qui y ont droit, des fonds qui doivent être prélevés à leur profit, en exécution des conventions, sur le produit des douanes maritimes. M. de Saligny avait ordre de quitter sans délai Mexico avec tout le personnel de la légation, si ces conditions n'étaient pas acceptées. M. Wyke avait reçu de son gouvernement des instructions pareilles. Non seulement cet ultimatum fut repoussé, mais les attentats contre les étrangers et particulièrement contre les Français, dont plusieurs périrent assassinés, augmentèrent de jour en jour, ainsi que les impôts forcés.

La situation intérieure de la république empirait encore plus que sa situation extérieure. Les bandes armées se multipliaient de tous les côtés et ravageaient le pays, sans que le gouvernement de Juarez pût les réprimer. L'armée conservatrice, si dispersée après la bataille de Calpulalpan, rejoignait ses différents chefs et livra plusieurs combats heureux. — « Le général Parrodi, écrivait un de mes amis, en date de Mexico 4 juillet 1861, est à la tête de l'armée. Quoique le général Ortega ne soit pas allé à la rencontre de Marquez, on dit qu'il va le faire dans un mouvement combiné avec Doblado qui protège tous ceux que Juarez persécute, quoiqu'il ne soit pas hostile au gouvernement. On croit qu'il travaille pour Comonfort qui viendra comme médiateur. L'exécution du consul anglais, de ces concitoyens et des Français de Pachuca, prouve que Marquez joue toute la par-

tie, décidé à triompher ou à périr dans la lutte ; qui sait qui profitera à tous ses exploits ?

« Casanova a été condamné à mort. Juarez a frappé un impôt forcé sur Mexico qui refuse de payer. Comonfort est dans le Nuevo Leon. Vidaurri a reçu du gouvernement l'ordre de se saisir de sa personne et de l'envoyer à Mexico, ce qu'il ne fera pas, parce que Comonfort est d'accord avec lui et Doblado. La majorité des députés demande la mort de tous les conservateurs. Les ministres étrangers viennent de demander leurs passe-ports à la suite du décret de Juarez qui suspend le paiement de toutes les dettes du gouvernement. Marquez est très près de Mexico et son armée s'augmente tous les jours des nombreux déserteurs qui s'échappent des rangs d'Ortega. Doblado est devenu une puissance et s'est allié à Comonfort qui va faire tourner à son profit les fautes des conservateurs et les excès des libéraux. »

Cette lettre nous rappelle le peu de cohésion des partis au Mexique, si toutefois on peut appeler partis, ces deux camps dans lesquels on ne trouve que des intérêts privés, toujours en opposition avec les intérêts généraux du parti et de l'intérêt public de la nation. Juarez, élevé par Comonfort, veut maintenant briser Comonfort qui veut supplanter Juarez. Vidaurri, naguère destitué par les libéraux, est actuellement à leur service, chargé par eux d'arrêter Comonfort, avec lequel il se lie pour renverser du pouvoir les démocrates purs et les remplacer par des modérés. Doblado, le bras droit de Juarez, protège tous ceux que son chef persécute et se conduit vis-à-vis de tous de la manière la plus équivoque. Marquez, le Garibaldi des conservateurs mexicains, tue comme un condottière tous ceux qui le gênent ou qu'il déteste ; il pille amis et ennemis, non pas pour lui, non pas par amour de l'argent, mais uniquement pour avoir des soldats à commander, les nourrir et leur procurer des vêtements et des munitions. Brave comme l'acier, audacieux comme personne, ayant une conscience des plus élastiques et des notions fort vagues sur les droits et sur la propriété,

Marquez se bat par goût, il se bat contre les démagogues par devoir de conscience, il se bat dans la vallée de Mexico parce qu'elle est riche, peuplée, près de la capitale et remplie de dangers. Si la croix d'honneur est destinée à récompenser la bravoure, Marquez l'avait bien méritée, même avant sa belle défense de Morelia qui la lui valut ; mais si à la bravoure on désire allier l'honnêteté, je crois qu'on aurait pu mieux la placer qu'au cou de ce singulier personnage.

Au nom de la liberté, Juarez destitua de leurs emplois tous ceux qui avaient protesté contre les lois de la réforme, contre le traité Mac-Lane ou tout autre acte du gouvernement de Vera-Cruz. Il mit hors la loi tous les ministres de Miramon, le président Zuloaga, les généraux Marquez, Mejia, Cobos, Vicario, Cajiga et Lozada, et décréta une récompense de dix mille piastres à quiconque livrerait l'un d'eux. Il suspendit les garanties individuelles ; la loi des suspects revint en vigueur. Le congrès, de son côté, votait des lois de circonstance les plus étranges. — « J'ai appris, écrivait Santa-Anna de Saint-Thomas, le 15 juillet, que nos soldats — les conservateurs — faisaient des progrès rapides, au point que plus de deux cents ont pénétré dans les rues de la capitale, en poursuivant une troupe de démagogues qui se trouvait à S. Cosme. On m'a dit aussi que les scélérats Ocampo, Degollado et Valle sont déjà mis hors de la scène. Il est nécessaire qu'ils soient suivis par l'Indien Juarez, La Llave, Mota et autres aussi scélérats qu'eux. Je suis persuadé que la justice divine ne laissera pas sans châtement les faits sacrilèges et tant d'horreurs qu'ils ont commis en causant à notre infortunée patrie des maux immenses qui ne pourront jamais se réparer. »

En effet, Melchior Ocampo avait été pris et fusillé par les conservateurs ; Degollado avait trouvé la mort en les combattant au Llano de Salazar du Monte de la Cruces ; au Cerro de las Cruces, le général Valle fut mis en déroute et tué par les troupes conservatrices. Marquez, à son tour, fut battu près de Pachuca. Voici sur tous ces faits des détails qui mé-

ritent d'être connus et qui me furent transmis par un officier supérieur de la 1^{re} division de l'armée permanente. — « Mexico, 7 août 1861. — Ignacio Comonfort, d'accord avec Vidaurri est arrivé à Monterey où il a réuni deux mille hommes avec lesquels il a entrepris sa marche sur San-Luis Potosi, en complète rébellion contre Juarez. La campagne contre Marquez est décidément commencée. Sont à sa poursuite, de Mexico, Gonzalez Ortega avec sa division de Zacatecas, de Queretaro, Arteaga avec sa brigade, et de Puebla, Alariste avec une autre brigade; mais ils n'ont pu faire sortir Marquez de la vallée de Mexico, parce qu'il ne livre pas de bataille. Il se promène seulement beaucoup. Aussi, Ortega dit qu'il y a des jours où Marquez fait vingt-six lieues. Toutes les fois qu'il y a moyen de les mettre sur les dents et leur river leur clou, Marquez n'y manque pas. »

« Mexico, 30 septembre 1861. — Cinquante et un députés de la chambre des représentants ont proposé les deux résolutions suivantes : ART. 1^{er}. Monsieur Benoit Juarez est prié de donner volontairement sa démission de président de la république. ART. 2. Les congrès des États sont invités à seconder cette initiative. » Juarez ne se rendit naturellement pas au vœu des représentants. Ortega, antagoniste de Juarez et se croyant la colonne du parti libéral donna de suite sa démission de général en chef de l'armée d'opérations, lorsqu'il apprit le résultat de la pétition de ses amis les députés. Juarez accepta cette démission et donna l'ordre à Ortega de remettre ses troupes aux généraux Arteaga et Doblado. Ortega refusa d'obéir en disant : « Que ces troupes appartenaient à l'État de Zacatecas, qu'elles ne coûtaient rien au gouvernement fédéral, que lui était leur seule garantie, qu'ainsi il ne pouvait les mettre aux ordres de personne, et qu'il se retirerait à Zacatecas avec elles. » — Et c'est ce qu'il fit, sans être inquiété. Pendant ce temps, Matamoros et Tampico s'étaient prononcés contre le gouvernement. Les forces de Juarez avaient mis en déroute — à Calpulalpan — les troupes du parti de l'ordre commandées par le général

Cobos — Marcelino — qui fut fusillé; sa tête a été envoyée à Mexico dans une caisse. Marquez s'est emparé de San-Luis Potosi que les juaristes abandonnèrent à l'approche du général. Puebla fut également occupée pendant deux jours par les troupes appelées réactionnaires. Juarez a fait commencer dans le journal — *El Siglo XIX* — une violente campagne pour amener le peuple contre les Anglais, les Espagnols et les Français. »

Il serait superflu de relever les actes et les décrets terroristes de Juarez pendant l'année 1861, et dont on n'a point parlé lorsque la presse et la tribune ont critiqué le décret du 3 octobre 1863. Néanmoins, la conduite de Juarez n'est que l'exagération, poussée dans ses dernières limites, de la conduite des gouvernements antérieurs au sien. En administration, en politique, Juarez est le type de l'incapacité la plus notoire; on a vu que la plupart de ses prédécesseurs offraient déjà de beaux modèles en ce genre. A part Miramon et quelques autres présidents, tous étant chefs de parti, tous se sont rougis un doigt ou la main entière dans le sang de leurs compatriotes; par des exécutions inutiles, Juarez y a mis tout le bras. Sur le fauteuil de la présidence, il est simplement l'excès personnifié des mauvaises passions, du manque de patriotisme et de l'ignorance en matière d'administration et d'économie politique. Juarez, par son entêtement, a fait sa fortune; il a réussi à se tenir au pouvoir dans les circonstances les plus critiques, au moyen de cette qualité, qui est la force des faibles, et qu'on appelle entêtement. Il faut avouer aussi que la facilité avec laquelle il a toujours fui le danger, a favorisé sa sécurité personnelle, autant que l'esprit de ruse, commun aux gens de sa race, a facilité son maintien à la présidence et son retour à Mexico après la chute de l'empire. Grâce à cette ruse, à cette ténacité, on va le voir se faire un complice du général Prim, et se débarasser ensuite, après l'avoir trompé sans en avoir l'air, de ce malencontreux prétendant à la souveraineté du Mexique.

On n'a point oublié que M. Gutierrez de Estrada avait été

chargé, par le président Santa-Anna, en 1854, de se concerter avec les cours de Paris, Londres, Madrid et Vienne, pour donner au Mexique un souverain, appartenant à une famille régnante. La guerre de Crimée, plus encore que la chute de Santa-Anna, avait retardé ses négociations, commencées du reste en 1846.

Voici ce que disait M. Gutierrez de Estrada, à cette époque, aux puissances européennes pour les engager à intervenir au Mexique : — « Hâtez-vous, l'heure est propice ; c'est votre propre intérêt qui vous appelle à en profiter : intérêt politique, intérêt commercial, intérêt de principes, de moralité, intérêt d'humanité ; venez, et vous trouverez tout préparé pour le succès de cette entreprise. » Reconnaisant, ensuite, qu'il coûterait beaucoup au Mexique d'avouer qu'il ne pouvait se délivrer, sans l'appui de l'Europe, du principe dissolvant qui le dévorait, il ajoutait que la vérité parlait plus haut que la vanité. « Le Mexique, disait-il, se trouve réduit, par sa faiblesse, à refléter la forme de gouvernement de la puissance qui aspire à l'absorber, si les souverains européens ne lui prêtent point leur appui. Il demande à être sauvé de lui-même, d'un voisin dont les envahissements ne connaissent point de bornes, qui semble vouloir s'ériger en dominateur de l'Amérique, et qui a déjà lancé des décrets d'exclusion contre les nations de l'Europe. Ce danger d'une part, de l'autre les graves intérêts de l'Angleterre, de la France, de l'Espagne et de l'Allemagne, dans la conservation d'un marché qui, en retour du mouvement commercial et industriel de ces divers pays, verse tous les ans de vingt à vingt-cinq millions de piastres pour alimenter les fabriques européennes, devraient appeler l'attention des hommes d'État. »

Après la guerre de Crimée, M. Gutierrez de Estrada reprit son œuvre à laquelle on peut dire qu'il a sacrifié, depuis 1839, sa fortune et son existence. Le Mexique étant un pays catholique et conservateur, il lui fallait, au point de vue des principes, un prince catholique et d'une ancienne famille.

Avant de s'occuper de l'intronisation de la monarchie au Mexique, on devait commencer par trouver un souverain, afin de ne pas retomber dans la situation de 1821, où le Mexique n'avait point de monarque pour occuper le trône érigé par le plan d'Iguala. M. Gutierrez de Estrada chercha donc un souverain. Il ne le chercha pas en Angleterre parce que ce pays est protestant, ni en Espagne, parce que les Mexicains exécraient les Espagnols, ni en France, parce que la famille impériale était démocrate, commençait une dynastie trop récente, et qu'un prince français pour empereur du Mexique, devait naturellement mécontenter l'Angleterre et les États-Unis. Ce fut donc en Allemagne que M. Gutierrez chercha son futur souverain. Ses anciennes relations avec de hauts personnages autrichiens et son accès à la cour de Vienne lui firent bientôt fixer son choix sur un archiduc de la maison de Hapsbourg. En principe, le choix était excellent ; au point de vue personnel, il était mauvais ; pourquoi ne pas l'avouer ?

L'archiduc Maximilien, né le 6 juillet 1832, fut dès son enfance destiné à la marine, et reçut, à cet effet, avec les bases solides d'une éducation classique, un enseignement tout spécial. Dès l'âge de seize ans, l'archiduc commença ses voyages d'instruction. En 1856, lorsqu'il vint à Paris, il avait visité tout le littoral de la Méditerranée, l'Espagne, le Portugal, Madère, le Maroc, l'Algérie, l'Égypte, la Syrie, etc. Pendant quinze jours, il fut l'hôte de l'empereur à Saint-Cloud, où s'établirent entre les deux princes des relations d'estime et d'affection réciproques. Il parcourut ensuite la Belgique et l'Allemagne. L'année suivante il revint en Belgique. Il aimait la princesse Charlotte. Le 2 juillet 1857, l'ambassadeur d'Autriche, le comte Archinto, demanda, en audience solennelle, au nom de son souverain, au roi des Belges, la main de sa fille, la princesse Marie-Charlotte, pour l'archiduc Ferdinand-Maximilien. On sait que la princesse Charlotte, née le 7 juin 1840, est fille de feu la princesse Louise d'Orléans, et la petite-fille de la reine Amélie. Après son mariage, l'archiduc